



La onzième Conférence ministérielle de l'OMC (CM11) et son importance pour la sécurité alimentaire en Afrique

À propos de cette discussion

Ce document résume la discussion en ligne sur *La onzième Conférence ministérielle de l'OMC (CM11) et son importance pour la sécurité alimentaire en Afrique*, tenue sur le Forum mondial de la FAO sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique (Forum FSN Afrique) du 20 novembre au 8 décembre 2017. La discussion a été animée par Georgios Mermigkas et Ishrat Gadhok de la Division du commerce et des marchés de la FAO et a été menée en collaboration avec le portail de l'IFPRI sur la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne.

La participation et les points de vue exprimés au cours de ce débat reflètent la complexité du thème du commerce et de la sécurité alimentaire, ainsi que le débat animé dont il fait l'objet. En fait, la discussion n'a reçu que 16 commentaires, mais ceux-ci représentaient un large éventail d'optiques différentes.

Les gouvernements africains se sont engagés à stimuler le commerce intra-africain des produits agricoles et des services. Le commerce a été reconnu comme l'un des moyens d'atteindre les ODD, en particulier l'ODD n° 2. Toutefois, certains considèrent que le commerce transfrontalier risque d'exposer les petits acteurs vulnérables à une concurrence accrue et, dans certains contextes, de compromettre la disponibilité et l'accès à la nourriture dans les pays à faible revenu.

Quelle est la nature du lien entre le commerce et la sécurité alimentaire?

Pour produire des effets positifs sur la sécurité alimentaire, les politiques commerciales doivent être cohérentes avec les objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition, ce qui exige un leadership et un engagement politique (Lal Manavado).

D'une manière générale, le commerce n'atteint pas les résultats escomptés et ne profite pas à tous les acteurs impliqués en Afrique. Selon l'avis des participants, cela s'explique par le fait que de nombreux accords commerciaux ne sont pas appliqués et que le pouvoir de marché et le volume commercial de la région sont limités. Il serait donc souhaitable que les politiques (y compris les réformes) se concentrent davantage sur la compétitivité des chaînes de valeur africaines (Krishna Rao Pinniti).

Un autre participant a évoqué un document de recherche qui démontre que le passage à des cultures de rente destinées à l'exportation peut créer des opportunités d'emploi qui favorisent une hausse des revenus et une amélioration de la sécurité alimentaire (Eugenio Diaz-Bonilla).

D'autres estiment en revanche qu'avant d'entrer sur le marché d'exportation, la production agricole doit d'abord servir à soutenir la sécurité alimentaire des producteurs et des communautés dans les zones de production: un participant a affirmé que le commerce n'est pas la bonne façon d'éradiquer la faim d'ici 2030, car la logique régissant les échanges commerciaux est fondamentalement différente de celle qui gouverne la réalisation de la sécurité alimentaire (Emile Hougbo).

Un autre participant a souligné que l'augmentation des exportations peut se traduire par une aggravation de l'insécurité alimentaire, en particulier dans les pays à faible revenu: ainsi, le déficit alimentaire des PMA a augmenté de 12,5 per cent

par an entre 1995 et 2016, alors que leurs importations ont augmenté de 9 per cent et leurs exportations de 6,6 per cent (Jacques Berthelot).

Dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture (AsA)

L'espace politique offert par l'Accord sur l'agriculture semble suffisant pour le soutien interne (Emile Hougbo, Kelvin Nkai). Par contre, les participants se sont interrogés sur la volonté et les capacités de tous les acteurs africains au commerce de mettre en œuvre des mesures à l'appui d'une participation équitable et effective. En effet, la seule façon pour l'agriculture africaine de bénéficier du commerce est de redoubler d'efforts pour améliorer sa compétitivité: à savoir, améliorer les rendements des cultures, mieux conserver les produits et limiter les pertes et le gaspillage

alimentaires, mais aussi favoriser l'accès aux marchés et les prix équitables (Krishna Rao Pinniti). Il convient également d'accroître les compétences en matière de compétitivité (Wajid Pirzada).

Dans le contexte de la participation équitable des pays africains au commerce international, il a également été question de supprimer toutes les subventions à l'exportation dans les pays développés (Kelvin Nkai) et de réformer au plus tôt les politiques agricoles de l'Union européenne (Jacques Bethelot).

Restrictions à l'exportation

Les participants se sont accordés à reconnaître l'inefficacité des restrictions à l'exportation; en effet, celles-ci ont un impact négatif sur la sécurité alimentaire dans les pays producteurs et importateurs, particulièrement à long terme. Dans les pays producteurs, elles conduisent à l'incertitude et à l'instabilité en termes de disponibilité et d'accès à la nourriture résultant de la baisse des prix, ce qui peut entraîner une réduction des investissements et de la production. Dans les pays importateurs, les restrictions à l'exportation favorisent une hausse des prix (Annah Mutinda).

C'est pourquoi certains participants ont estimé que les règlements de l'OMC devraient être plus stricts pour interdire les restrictions à l'exportation (Annah Mutinda).

D'autres ont pourtant souligné que, dans certains contextes, les pays pourraient envisager l'application de restrictions à l'exportation comme mesure d'urgence pour renforcer la sécurité alimentaire, auquel cas les disciplines de l'OMC devraient permettre une grande flexibilité. Les troubles sociopolitiques et les déplacements causés par le changement climatique, et d'une manière générale, le risque d'insécurité alimentaire, peuvent justifier la mise en œuvre (temporaire) de restrictions à l'exportation (Adebayo Depo, Aklilu Nigussie, Harriet Nsubuga).

Intégration régionale

L'intégration régionale peut être bénéfique pour le commerce agricole en Afrique, même si l'expérience démontre que les mesures régionales sont difficiles à mettre en œuvre et ont peu de chances d'aboutir en Afrique, raison pour laquelle les mesures nationales peuvent s'avérer plus efficaces (Emile Hougbo).

Cependant, si les communautés régionales devenaient membres de l'OMC au même titre que l'Union européenne, elles seraient mieux à même de mettre en œuvre des mesures de soutien à la sécurité alimentaire et au commerce au profit des pays africains (Jacques Berthelot).

RÉFÉRENCES ENVOYÉES PAR LES PARTICIPANTS

Eba Nguema, I. 2016. *Current Situation of Agricultural Trade: What Effects Does It Have on Food Security in Africa?* Rabat, Mohammed V University.

Diaz-Bonilla, E. 2015 *Lost in Translation: The Fractured Conversation about Trade and Food Security*. IFPRI Discussion Paper 01490, December 2015. Washington, DC, IFPRI.

Hougbo, E. 2017. *When Food Trade Threatens Food Security of Small Farmers in West Africa: the "Perverse Food Trade"*. Working Paper. Benin National University of Agriculture.

Pour rejoindre le Forum FSN visitez www.fao.org/fsnforum/fr/africa ou contactez fsn-moderator@fao.org

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la FAO. Le mot " pays " apparaissant dans le texte s'applique sans distinction aux pays, territoires et zones.